

En retraite et internationalistes ! juin 2024

Réunion européenne des 23 et, 24 mai, à Bilbao

Cette rencontre était organisée par les mouvements de pensionné·es qui sont à l'initiative des nombreuses actions qui ont lieu, depuis plusieurs années dans l'Etat espagnol, en défense des pensions publiques et pour les revendications des personnes pensionnées, dont bien sûr les retraités. Cette réunion se voulait européenne, mais l'aspect international s'est limité à la France et à un message d'Allemagne. Il en est résulté une ambiguïté dans le déroulement de la rencontre, qui oscillait entre réunion internationale et réunion de l'Etat espagnol avec quelques invités internationaux. Mais là n'est pas l'essentiel ; ce qui importe est ce qui se dégage de ces deux journées.

La rencontre s'est ouverte par les interventions des divers mouvements de pensionné·es présents dans l'Etat espagnol ; chacun intervenant sur un aspect thématique particulier. Nous joignons en annexe une présentation en castillan, reprenant de nombreuses données statistiques européennes.

Les organisations syndicales présentes sont ensuite intervenues. De l'Etat espagnol, étaient représentées CGT, CNT, Intersindical, les syndicats basques ELA, LAB, STEILAS, ESK, d'Andalousie la CAT, et l'Intersindical Valenciana. Pour la partie internationale, il y avait Solidaires et CNT de France, la FSM et un message du secteur retraités du DGB (Allemagne).

Pour l'UNIRS, nous sommes intervenus en deux fois, sur les sujets suivants : présentation de l'Union syndicale Solidaires, de l'Union nationale interprofessionnelle des retraité·es Solidaires ; nos axes de travail et revendications ; le cadre unitaire du Groupe des 9 : quelques éléments sur la réalité des retraité·es en France : un retour sur le mouvement social du premier semestre 2023 ; notre volonté de construire un syndicalisme internationaliste, notamment à travers l'outil qu'est le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, mais pas seulement ; la nécessité d'un travail dans la durée pour arriver à des actions coordonnées internationalement.

PENSIODUNEN PLATAFORMEN ETA SINDIKATUEN TOPAKETAK
MEETING OF PENSIONERS' PLATFORMS AND TRADE UNIONS
ENCUENTRO DE PLATAFORMAS DE PENSIONISTAS Y SINDICATOS

-Por una Europa social de los Pueblos.
-Pensiones públicas dignas.

Bilbao. Euskal Herria
23-24 mayo de 2024
2024ko maiatzaren 23an eta 24ean

EHPM / MPEH ODEPE Universidad del País Vasco / Euskal Herriko Unibertsitatea

La question des relations aux organisations syndicales traverse les mouvements de pensionné·es. Majoritairement, ils se prononcent pour un travail commun, sur la base des revendications définies de manière autonome par les mouvements et la coordination de ceux-ci à l'échelle de l'Etat espagnol. Mais il y a un courant qui est plus réticent. Il faut comprendre que ceci est alimenté par la politique collaborationniste des Commissions ouvrières et de l'UGT, depuis ... la mort de Franco. Du Pacte de la Moncloa au Pacte de Toledo, on ne compte plus les accords de régression sociale signés par CCOO, UGT, patronat et les gouvernements de Droite ou de Gauche. Pour caricaturer le paysage majoritaire dans l'Etat espagnol, avec CCOO et UGT, c'est un peu comme si les deux principales forces syndicales en France étaient la CFDT et la CFDT...

Les débats ont porté sur deux sujets, examinés par deux groupes de travail : l'analyse de la situation et les revendications d'une part, les actions d'autre part. Sur le second point, nous sommes brièvement intervenus pour dire que, plutôt que de définir une action commune unique, il paraissait plus réaliste et plus utile, pour l'instant, de définir une date commune, à laquelle nos différents mouvements, dans les divers pays, organiseraient l'action ou les actions correspondant aux réalités locales. Ainsi, nous contribuerions à construire un syndicalisme internationaliste et ancré à la base.

La rencontre s'est terminée par l'adoption d'une déclaration, dont la traduction en français est jointe en annexe. Il subsiste quelques problèmes de forme, mais le texte permet de comprendre les grandes lignes qui se dégagent de la rencontre. La déclaration est signée des mouvements de pensionné·es présents dans l'Etat espagnol ; en réponse à la sollicitation qui nous était faite, nous avons indiqué qu'ils et elles pouvaient mentionner le soutien de l'UNIRS s'ils/elles le souhaitaient.

Trois propositions pour continuer :

- Voir comment prendre en compte la proposition d'action le xx octobre. Comme il y a souvent une journée d'action du G9 dans cette période, nous pourrions essayer de proposer qu'elle soit calée sur cette date, en mettant en avant la demande des mouvements de pensionné·es de l'Etat espagnol.
 - Poursuivre la recherche de contacts, les mises en lien au niveau international, pour essayer de construire un réseau syndical international « de luttes » parmi les retraité·es.
 - Discuter de la possibilité d'organiser (en 2025 ?) une rencontre internationale de syndicats et mouvements de retraité·es en France.
-